



HAL
open science

Le Mouvement Militant Mauricien

Jean-Pierre Durand

► **To cite this version:**

Jean-Pierre Durand. Le Mouvement Militant Mauricien. Revue française d'études politiques africaines, 1977, 138/139. hal-04330842

HAL Id: hal-04330842

<https://hal.science/hal-04330842>

Submitted on 8 Dec 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Le Mouvement Militant Mauricien

Jean-Pierre Durand

Issu du Club des Étudiants Mauriciens, le Mouvement Militant Mauricien (MMM) naît en 1969 sous l'impulsion de Paul Béranger, un étudiant, qui veut porter la contestation de la politique gouvernementale au niveau du pays tout entier. Sa première manifestation publique eut lieu en septembre 1969, lors de la venue à Maurice de la princesse Alexandra, cousine de la Reine Elisabeth, et de son mari Sir Augus Olgivy. Celui-ci est l'un des principaux actionnaires de la Lonrho qui détenait à l'époque deux sucreries (sur vingt et une), des intérêts dans l'Anglo-Ceylon (thé), et surtout le groupe Roger's qui, à lui seul, importait les voitures, l'essence, les peintures, possédait une chaîne d'hôtels, une compagnie de frêt et la représentation de plusieurs compagnies d'aviation (dont Air France, B.O.A.C., etc.).

C'était pour le jeune MMM le moyen de faire connaître ses analyses sur la sujétion de l'économie et du gouvernement mauriciens aux intérêts impérialistes britanniques. Les manifestations dans les grandes villes (Port-Louis, Quatre-Bornes) rassemblèrent plusieurs milliers de personnes qui furent durement réprimées par la police aidée par les hommes du PMSD¹.

A la suite de cette action qui fit connaître le MMM, le travail des militants se dirigea particulièrement vers les masses rurales, les plus déshéritées d'une part, et les plus déçues d'autre part, par un gouvernement travailliste qu'elles ont élu et qui les a trompées: le PT promettait aux élections de 1967 la nationalisation des banques et des intérêts sucriers, une politique sociale, etc., autant d'engagements non tenus. Pour faire face à l'ascension du MMM et profitant de l'état d'urgence instauré lors des troubles raciaux de 1967-1968, le gouvernement interdit les meetings et les réunions de plus de cinq personnes. Le mouvement entra dans une période de « clandestinité », Les deux tentatives pour braver l'interdiction des meetings entraînèrent l'emprisonnement des dirigeants (P. Béranger, Dev Virahsawmy et Fareed Muttur) qui furent aussitôt relâchés en raison de la pression populaire.

En septembre 1970 devait avoir lieu une élection législative partielle à Triolet-Pamplemousses, fief politique du Premier ministre S. Ramgoolam. Ennemi juré du parlementarisme et de l'électoratisme – qu'il confondait – le MMM pose la candidature de Dev Virahsawmy pour briser le silence auquel l'état d'urgence le contraignait. Il s'agissait pour le MMM, non pas de gagner un siège à l'Assemblée, mais de mener légalement une campagne d'explication de son programme politique qu'il venait de faire éditer. L'aboutissement de cette lutte intensive,

¹ La coalition gouvernementale PT/CAM avec le PMSD était sur le point de se faire. Le PMSD fondé par un Franco-Mauricien a toujours servi et pris appui sur les représentants de l'Industrie sucrière. Il entretient par là-même des relations étroites avec la France et l'Afrique du Sud

émaillée d'attaques des « tapeurs»² du PMSD soutenant le Parti Travailleiste, fut l'élection du candidat MMM qui l'emporta avec plus de 70 % des suffrages. La victoire du MMM créa dans toute l'île une grande effervescence que le gouvernement endigua difficilement: il enferma à nouveau P. Bérenger et Fareed Muttur, puis fit appel aux troupes britanniques et françaises qui n'intervinrent cependant pas.

Le 31 décembre 1970 prenait fin l'état d'urgence, remplacé par le « Public Order Act» donnant au chef de toutes les polices des pouvoirs exorbitants et restreignant les libertés individuelles. Le 12 janvier 1971, la visite du Dr Banda, président du Malawi et partisan du dialogue avec Prétoria, donna lieu à une nouvelle manifestation (interdite) antiraciste et de soutien à la "libération des peuples africains, à l'aéroport de Plaisance.

Le MMM décida ensuite de travailler en direction des populations urbaines. Lors d'élections municipales partielles à Beau-Bassin et Rose-Hill, le MMM présenta trois candidats contre toutes les normes communalistes³ : dans le quartier habité par la petite bourgeoisie créole, il présenta Dev Virahsawmy (d'origine hindoue). Dans le quartier musulman, il présenta un Créole, et dans le quartier hindou, un musulman, Peerally. Tous trois furent élus à une confortable majorité (60 à 70 % des suffrages). Il s'agissait donc pour les électeurs d'un choix très clair, pour un parti et son programme, contre une politique dépassée, celle dominée par le communalisme.

Ayant confirmé son audience à la campagne (Triolet-Pamplemousses) puis en ville (Beau-Bassin - Rose-Hill), le mouvement allait concentrer son action sur l'agitation syndicale et les revendications sociales. C'était le moyen d'entrer en contact direct avec les travailleurs. C'était aussi la voie pour imposer des élections législatives que le gouvernement avait reculées illégalement de 1972 à 1976. Le MMM privilégiait donc maintenant la voie électorale pour la prise du pouvoir. Ce que refusèrent certains militants qui quittèrent le mouvement.

L'affrontement de 1971

En juin 1971, *Le Militant*, organe du MMM, précédemment hebdomadaire, devient quotidien. Sa vente n'est limitée que par la faible capacité de la presse d'imprimerie et atteint celle des plus grands quotidiens du pays.

Le MMM crée des syndicats dans les secteurs décisifs de l'économie mauricienne où il supplante le Mauritius Labour Congress (MLC) lié au Parti Travailleiste.

En août 1971, The Union of the Bus Industry Workers, d'obédience MMM, mène une grève victorieuse malgré les provocations policières et la répression. Bientôt, des élections villageoises permettent au MMM de contrôler une trentaine de villages (sur quatre-vingt-quinze), dont les douze plus importants.

² Les « tapeurs» sont à Maurice ce qu'on appellerait ailleurs des nervis.

³ Le communalisme est ce monstre dont a accouché l'administration britannique en Inde (« partition » de 1947) et à Maurice, qui vise à diviser la population en ethnies pour effacer les contradictions sociales et pour mieux la dominer.

En septembre 1971, les dirigeants du syndicat des docks du MLC créent le Port-Louis Harbour and Docks Workers' Union (PLHDWU) affilié à la General Workers' Federation (GWF) fondée par le MMM. C'est pour eux le moyen de faire valoir leurs revendications : amélioration des salaires, des conditions de travail, droit à la retraite et aux congés, etc. Une grève de quelques semaines contraint le patronat à l'augmentation salariale (12 %) et à l'abaissement des normes de travail, laissant aux négociateurs le soin de régler les questions les plus complexes de prestations sociales.

Le MMM se renforce de jour en jour. Chaque action menée se transforme en victoire. Début novembre, les syndicats de la GWF du secteur sucrier contraignent par la grève les compagnies sucrières à les reconnaître comme seuls représentatifs, au détriment de ceux du MLC ⁴. Les leaders du MMM voient s'approcher le moment où ils pourront imposer au gouvernement travailliste la tenue d'élections. D'autre part, ils sont portés par un vaste mouvement populaire et la suite des événements va s'accélérer sans qu'ils puissent toujours la maîtriser.

Il en est ainsi de l'attentat manqué perpétré contre Paul Bérenger et Dev Virahsawmy en pleine rue, à Curepipe, et qui se solde par l'assassinat d'un autre militant, Azor Adélaïde. Celui-ci étant ancien docker, ses camarades veulent le venger. Ils endommagent la maison d'un des assassins et saccagent quelques bureaux de la mairie de Port-Louis, persuadés que le « cerveau » du crime est G. Duval, maire de Port-Louis, ministre des Affaires étrangères et leader du PMSD. Enfin, les dockers reprennent la grève pour imposer le châtement des coupables.

La tension politique ne cesse de croître et l'épreuve de force entre le MMM et le gouvernement se rapproche de jour en jour. Pourtant, celle-ci peut être évitée grâce aux entrevues secrètes qui ont lieu entre P. Bérenger et S. Ramgoolam. Celui-ci accepte la tenue d'élections générales pourvu que lui et quelques dignitaires du Parti Travailleiste, suite à un accord électoral, conservent leurs sièges. S. Ramgoolam pense d'ailleurs devenir ainsi gouverneur de l'île, c'est-à-dire rester le plus haut personnage de l'île. Le MMM, quelque peu intransigent, n'accepte pas ce marchandage.

Avant même que la rupture des pourparlers n'intervienne, et de retour de Londres, Sir S. Ramgoolam choisit la manière forte en faisant voter une loi restreignant le droit de grève, particulièrement dans le port. A cette date, les dockers acceptent de décharger les denrées alimentaires pour ne pas affamer la population. Le refus du patronat de leur verser une avance plonge à nouveau le port dans l'inactivité. De part et d'autre, c'est l'hésitation quant aux décisions à prendre ; P. Bérenger déclare devant les délégués du MMM : « Si nous décidons de défier l'amendement sur le droit de grève, le gouvernement de coalition tombera. Or, pour nous, c'est une question de « timing ». Est-ce que le moment est bien choisi ? Si nous défions, c'est l'affrontement, et il nous faut sortir gagnant car une défaite équivaldrait à un recul difficile à rattraper. Si nous ne défions pas, il nous faudra envisager la prise du pouvoir par un autre moyen ».

Sir S. Ramgoolam peut accepter la tenue d'élections, mais certains ministres, et surtout la bourgeoisie excédée (en particulier sucrière), le pousse à l'épreuve de force.

⁴ Selon le système britannique, il n'y a qu'un syndicat par branche d'activité dont les cotisations sont prélevées par le patronat sur le salaire.

Le 14 décembre, le gouvernement fait évacuer le port et envoie l'armée décharger le riz.

Le lendemain matin, la GWF lance le mot d'ordre de grève générale dans tout le pays. En deux jours, la grève paralyse tous les secteurs de l'économie mauricienne : docks, transports, C.E.B. (électricité), municipalités, industrie sucrière, usine à sacs, usine de PepsiCola, brasseries, etc. D'ultimes négociations Bérenger-Ramgoolam échouent et ce dernier décrète l'état d'urgence.

Après une longue assemblée très animée, les délégués de la GWF révoquent la grève générale. La crainte de perdre un emploi, les menaces de répression ont raison de la détermination de certains syndicalistes.

Le lundi 20 décembre le travail reprend, tandis que la presse gouvernementale ne cache pas sa satisfaction.

Une vague de répression s'abat sur le pays : plusieurs centaines de militants arrêtés, la parution du *Militant* est suspendue, des centaines de grévistes mis à pied dans les docks et les municipalités.

Les principaux leaders ne sont pas arrêtés immédiatement : ils vivent cependant isolés de la population en raison de l'emprisonnement des cadres du mouvement, tandis qu'ils sont étroitement surveillés et condamnés à l'inaction par l'état d'urgence.

Leur arrestation intervient lors de la visite de la Reine Elisabeth (mars 1972). Ils restent ensuite en cellules tandis que la majeure partie des autres militants sort de prison. Les derniers dirigeants à être libérés le sont le 22 décembre de la même année.

Quelques enseignements

Les premières remarques à faire sur le déroulement des événements de 1971 ont trait à la sous-estimation par le MMM des intérêts britanniques dans la région. Si effectivement les troupes de la Reine ne pouvaient intervenir, les divers « conseillers » britanniques détenaient les rênes du pouvoir : ils étaient gouverneur général, « security adviser » au ministère de l'Intérieur, commandant de l'Armée, chef de la police politique, chef des fonctionnaires. Guettant les faiblesses et les erreurs du MMM, ils ont pu maintenir le Parti Travailleiste au pouvoir.

A l'opposé, le MMM a parfaitement apprécié la détermination de la bourgeoisie sucrière franco-mauricienne à défendre ses intérêts. Appuyée sur le PSMD et en liaison avec le commandement britannique, elle joua un rôle très important, en particulier à travers The Mauritius Employers' Federation dans l'industrie sucrière et dans les docks : refus de payer des avances, recrutement de briseurs de grève, etc.

D'autre part, le moment de l'affrontement donnait des atouts au gouvernement : c'était l'entrecoupe, et l'arrêt du travail dans le secteur sucrier ne gênait d'aucune façon les propriétaires sucriers. C'était aussi l'approche de Noël et du Jour de l'An, fêtés dans toute la

population mauricienne avec de grands repas, des jouets, des cadeaux, etc. Ces fêtes s'accompagnent de quelques jours de congés qui coïncident avec l'été. On devine les difficultés d'une mobilisation conséquente dans de telles conditions.

Enfin, le gouvernement de coalition doit sa victoire à un certain nombre de faiblesses du MMM. Sa structure, où trois dirigeants décidaient bien souvent pour tout le mouvement, affaiblissait le rôle des instances de base, et par là la détermination à la lutte des militants. On peut en voir la preuve dans la conduite des dockers qui se laissaient prendre au piège des provocations des employeurs : le déchargement des denrées de première nécessité devait avoir lieu coûte que coûte afin de ne pas permettre au gouvernement d'user de la violence. L'escalade (loi antigrève, grève générale, état d'urgence) pouvait alors être évitée, ou bien avoir lieu dans des conditions différentes, c'est-à-dire avec le soutien de la population aux dockers en place d'une certaine hostilité.

De plus, la plupart des militants ne possédaient pas une formation politique théorique ou tactique suffisante pour animer les réunions des branches (cellules), et ce devait être un dirigeant national qui aille tenir ces réunions. Ces insuffisances, que l'on ne peut qu'imputer à certains membres de la direction, interdisaient aux militants de communiquer aux masses une conscience de classe et une plus grande maturité politique. Ce qui rendait alors impossible toute mobilisation populaire effective et démonstrations de rues.

La situation intérieure au MMM apparaissait donc fort différente de ce qu'elle devait être aux yeux des dirigeants du mouvement :

« Le MMM, lui, a toujours maintenu que ce qui compte avant tout c'est la politisation en profondeur, la mobilisation et l'organisation de tout le peuple mauricien ... Finalement, ce qui compte ce n'est pas de prendre le pouvoir dès que possible et dans n'importe quelles conditions, mais de prendre le pouvoir sur la base d'un programme compris et approuvé par tout un peuple et dans des conditions qui permettent à un gouvernement MMM de mettre en pratique ce programme »⁵.

Ces caractéristiques du MMM en 1971 expliquent largement que la répression politique puisse s'installer dans le pays sans que des manifestations de rues, des meetings y répondent, défiant l'état d'urgence et montrant ainsi la force du MMM et la réprobation de la population. L'absence d'initiatives locales des branches [cellules] fut totale.

Ainsi, la décision de suspendre la grève générale le 18 décembre pour éviter une situation insurrectionnelle que le MMM ne pouvait contrôler, peut apparaître comme une position de sagesse en raison de l'absence de formation politique en profondeur des militants et du manque de tradition de lutte dans les masses en général. On est en droit d'ailleurs de se demander si le MMM arrivant au pouvoir aurait pu mobiliser la population avec suffisamment de force pour appliquer son programme socialiste face à une bourgeoisie qui n'aurait pas désarmé.

⁵ P. Bérenger dans *Le Militant* du 11 octobre 1971.

La reconstruction du MMM

La répression consécutive à la grève générale devait anéantir le MMM. Elle eut l'effet contraire : des militants effacés jusque-là, prirent la direction des opérations. Naissait ainsi une nouvelle génération de cadres qui avait à penser de nouvelles formes d'action, et qui devait créer une structure avec des ramifications capables de faire face à l'état d'urgence. De plus, face à une répression que la population considérait comme disproportionnée par rapport au déclenchement de la grève générale, le MMM renforçait son audience et gagnait les couches de la petite et moyenne bourgeoisie.

La première tâche fixée consistait à réanimer les soixante-cinq branches de l'île. Le déplacement difficile des dirigeants les poussa à trouver de nouvelles formules de communication : la direction du mouvement distribuait des fiches ronéotées composées de plusieurs thèmes de réflexion. A partir de là, les réunions de branches pouvaient se tenir, beaucoup plus profitables pour les membres que les précédentes, car ceux-ci participaient activement. Un représentant par branche pouvait ensuite rencontrer le responsable du secteur ou directement le secrétariat de l'Exécutif pour lui donner un compte rendu des réunions tenues. De temps à autre, le dirigeant national chargé du district assistait à une réunion afin de conserver le contact. Une telle organisation permettait d'atteindre une certaine autonomie de fonctionnement des branches que le système précédent interdisait.

A leur sortie de prison, en décembre 1972, les dirigeants du MMM adoptaient de nouvelles structures qui devaient permettre un regain de démocratie à l'intérieur du mouvement. Ils abandonnaient la représentation des districts au niveau de l'Exécutif central pour l'élection par les branches des Exécutifs de trois régions. Lesquels désignaient à leur tour un Comité central de quinze membres qui choisissait un Bureau politique. Cette structure de parti abandonne le flou de celle du mouvement et instaure la pratique léniniste du centralisme démocratique.

Parallèlement, des dissensions internes apparues en prison s'exacerbent. Hervé Masson voyant les instances supérieures du parti prises d'assaut par des représentants de la petite et moyenne bourgeoisie démissionne du Comité central. Il y reprend sa place en 1977 après un long séjour en France où il a représenté le MMM.

Dev Virahsawmy quitte le MMM en 1973 pour créer le MMM Social Progressiste (MMMsp). Refusant à l'époque de participer à des élections quelles qu'elles soient, refusant de se mêler à la vie syndicale, le leader D. Virahsawmy perd rapidement toute crédibilité. Il accepte ensuite d'être « nommé » député par le Premier ministre alors qu'il avait démissionné en août 1972, date à laquelle devaient se tenir les élections générales. Ayant quand même présenté des candidats aux élections générales de décembre 1976, le MMMsp reçut une cuisante défaite tout en enlevant des voix au MMM. Aujourd'hui, le MMMsp s'inspire du « maoïsme européen » et apparaît plutôt comme un groupe de réflexion.

Depuis le début de 1973, le MMM travaille à son renforcement. Outre un accroissement important de ses rangs, le parti a connu ses plus forts succès dans l'action syndicale. Grâce à

un « go-slow »⁶ en pleine saison sucrière, les dockers imposent, dès novembre 1973, la reconnaissance par l'État de leur syndicat et de la GWF. Dès lors, tous les syndicats naguère groupés dans cette centrale refont surface officiellement. D'autres naissent, par exemple dans la « zone franche industrielle » où le droit syndical n'est pas reconnu. Dans l'industrie du sucre et du thé, les travailleurs réclament des référendums pour prouver que seuls les syndicats de la GWF sont représentatifs.

D'autre part, la centrale a demandé son affiliation à la Fédération Syndicale Mondiale. Enfin, elle se propose de gagner à ses syndicats les fonctionnaires du « service civil » et les policiers, aujourd'hui organisés en de puissantes fédérations autonomes.

Une campagne d'opinion menée par le MMM a permis de lever l'interdiction du *Militant* à la fin de 1974. Il reparaît quotidiennement depuis le 1er octobre 1975. A nouveau, c'est la capacité de la presse d'impression qui limite la diffusion du journal.

Enfin, les assemblées générales de délégués, survivance de l'organisation de mouvement, où l'on analysait la situation avant de prendre des décisions, ont été abandonnées au profit des congrès, organe suprême du Parti.

Le Programme du MMM

Le premier programme politique, économique, social et culturel du mouvement a été édité à la fin de 1970. Les programmes de gouvernement de 1973 et de 1975 précisent certains points restés vagues en 1970. Des articles des dirigeants parus dans la presse en général et dans *Le Militant* en particulier complètent le projet politique du MMM. Le manifeste de 1970 s'inspire autant des travaux des « experts » occidentaux tels que G. Myrdal, R. Dumont ou M. Guernier que de la pensée des fondateurs du marxisme-léninisme et de ses prolongements chez Fidel Castro, Frantz Fanon ou Mao-Tsé-Toung. Les programmes de gouvernement radicalisent les positions du MMM en abandonnant les analyses réformistes de certains « experts » occidentaux. On y trouve une maturation de la pensée politique du MMM à travers une plus grande indépendance de réflexion.

Au niveau de l'industrie sucrière, le MMM prévoit son encadrement par l'État à travers la « Sugar Authority », autant pour la vente du sucre à l'étranger que pour la production elle-même (défense des salariés et des petits planteurs, investissements, etc.). Dans une première étape, l'État procédera à la nationalisation de cinq sucreries et de leurs terres dont les travailleurs et les cadres assureront la gestion. Le MMM n'envisage pas la nationalisation immédiate de l'ensemble des domaines sucriers afin de ne pas courir le risque de voir la première production nationale désorganisée et les revenus sucriers chuter. Hier prévues à partir des bénéfices de l'entreprise nationalisée pour éviter les sabotages possibles, les indemnités auront lieu sous forme de bons d'État dont le remboursement sera plafonné et réparti dans le temps.

Le MMM prévoit l'accroissement des rendements des terres sucrières des petits planteurs par une aide financière et surtout technique de l'État.

⁶ Vue l'interdiction maintenue de la grève dans le port, les dockers pratiquent le « go-slow », c'est-à-dire le travail à très faible rendement.

Enfin, une diversification agricole conséquente devrait permettre de satisfaire les besoins intérieurs et de ralentir les importations de riz, de viande et de lait. Cette diversification pourrait avoir lieu sur de nouvelles terres (hauts plateaux pour l'élevage) et sur celles reprises à la canne en raison de l'accroissement possible des rendements sucriers (10.000 ha aujourd'hui détenus par les domaines sucriers seront ainsi nationalisés). Il est fait place aussi à une utilisation intensive des disponibilités en eau (rivières, nappes d'eau) grâce au soutien de l'État.

Au niveau de l'industrialisation, le MMM prévoit la disparition du principe de la « zone franche » qui s'accompagne nécessairement de bas salaires (3 à 4 roupies⁷) par journée de 9 heures). Il envisage l'installation d'une raffinerie de sucre pour valoriser la première production nationale. Le sucre raffiné pourrait être acheté par les pays du « tiers monde » avec lesquels le MMM espère accroître les échanges.

Le programme de 1973 prévoit une « industrialisation véritable sous l'impulsion de l'État et sur la base de la diversification agricole, des besoins de l'économie et du développement des ressources de la mer.

« Une telle industrialisation à long terme exigera des investissements et une planification que seul l'État est en mesure de réaliser et sera le contraire de la pseudo-industrialisation actuelle (« zone franche » et industrialisation non intégrée). Elle comprendra de grands projets établis sur la base d'études techniques adéquates en même temps que de petits projets, et dépendra pour son succès de la connaissance technique à obtenir de l'étranger dans un premier temps, et d'une solution à trouver aux problèmes de marchés et débouchés. C'est-à-dire qu'une politique de regroupement régional sera indispensable à long terme, et que tout accord d'association ou commercial avec le Marché Commun ou tout autre région devra prendre en considération les exigences de notre industrialisation »⁸.

Ces principes généraux d'industrialisation soulignent la première difficulté rencontrée par les Mauriciens dans de tels projets : l'étroitesse du marché et la nécessité de constituer des économies d'échelles par une politique d'association avec les pays voisins. Or, d'une part, ceux-ci sont éloignés (l'Afrique est à 2.000 km), d'autre part ils connaissent des régimes politiques et des niveaux de développement extrêmement différents.

Cependant, on peut relever l'absence de stratégie d'industrialisation dans le programme du MMM quant au choix du développement prioritaire des industries de biens intermédiaires (matériel d'irrigation par exemple), de biens de consommation, ou quant au choix des branches à privilégier. C'est le résultat d'un relatif isolement avec les mouvements révolutionnaires des pays « associables » : Réunion, Madagascar, Afrique de l'Est. Plus grave, le programme de 1975 envisage « le montage à partir de pièces importées des industries de transformation pour industries de pointe étrangères ». C'est méconnaître le marché international où la concurrence avec la force de travail de Macau, Hong-Kong, Taiwan ou

⁷ Une roupie mauricienne vaut environ 0,85 FF.

⁸ Programme gouvernemental de 1973.

Singapour imposera le maintien des bas salaires pratiqués aujourd'hui dans la « zone franche » de Maurice.

Enfin, le MMM prévoit la nationalisation des docks, des transports en commun, des maisons d'assurance, et le contrôle du commerce extérieur par une Corporation d'État. Il établira un contrôle des changes et maîtrisera les investissements étrangers. Il introduira des réformes fiscales profondes avec la taxation des profits des compagnies, des fortunes, et même des profits camouflés sous forme de réévaluation ou de réduction du capital des sociétés.

En politique étrangère, le MMM au pouvoir révisera les accords de défense anglo-mauricien et soviéto-mauricien. Il rompra les liens politiques et militaires avec l'Iran et les échanges commerciaux avec l'Afrique du Sud. Dès aujourd'hui, le MMM cherche un marché pour le thé mauricien actuellement livré à l'Afrique du Sud. Enfin, le MMM privilégiera les échanges avec le « tiers monde » plutôt qu'avec les pays capitalistes avancés. Il cherchera à mettre sur pied une zone économique intégrée réunissant les îles de l'océan Indien et les pays de l'Afrique de l'Est. Aujourd'hui, le MMM « dénonce et combat la menace impérialiste dans la région et réclame la démilitarisation totale de l'océan Indien ». Il lutte pour le retour de Diego Garcia⁹ à l'île Maurice.

La politique culturelle du MMM vise la mauricianisation de l'enseignement à partir de programmes mauriciens et de l'officialisation du créole comme langue nationale parlée par 99 % de la population. L'enseignement aujourd'hui payant dans le secondaire deviendra gratuit. Sa démocratisation apparaîtra dans la mise en pratique des nouvelles méthodes pédagogiques par des enseignants de haut niveau. Le MMM se propose de développer l'expression artistique et de favoriser la naissance d'une culture authentiquement populaire à partir de la musique (séga), du cinéma, de la peinture, en créant les infrastructures nécessaires.

Autogestion et démocratie directe

Pour le MMM, nationalisation ne signifie pas étatisation et bureaucratisation, mais socialisation. Il s'agit, pour atteindre les objectifs du programme, de mobiliser et de faire participer activement « le peuple et les cadres à l'élaboration et à la mise en pratique du plan de développement »¹⁰.

Le Manifeste de 1970 prévoyait la socialisation de l'économie mauricienne à travers l'autonomie de gestion des entreprises par les travailleurs et les cadres. Peu à peu apparut le terme d'autogestion, cependant non pris dans son sens littéral puisqu'il recouvre la même réalité dans l'entreprise avec le maintien de la planification nationale. Aujourd'hui, la conception de l'autogestion recouvre la vie sociopolitique dans sa totalité. En 1975, P. Bérenger définit l'autogestion comme «le peuple et les cadres prenant tout en main au niveau de l'entreprise où ils travaillent, comme au niveau des villes ou des villages où ils habitent.

⁹ Il s'agit de l'atoll échangé avec la Grande-Bretagne par Ramgoolam contre l'Indépendance' mauricienne en 1967. Offert par la suite aux Etats-Unis U est devenu la plus grande base militaire américaine de l'Océan Indien. Ses habitants ont été tous « déplacés » à Maurice en 1974.

¹⁰ Programme gouvernemental de 1973.

L'autogestion, c'est le pouvoir à la base. C'est chacun choisissant librement ce qui détermine sa vie et gardant un contrôle dessus »¹¹.

La référence au contrôle populaire des élus par leurs mandants est une constante dans le projet politique du MMM. Il va de pair avec la notion de révocabilité des élus par des comités de vigilance eux-mêmes élus. Le système institutionnel pourrait s'inspirer des principes suivants :

« - Un mandat impératif contenu dans le programme de chaque candidat dont le travail parlementaire sera surveillé et contrôlé par un comité de vigilance composé d'un comité électoral ayant patronné le candidat, et de représentants des villes et villages de la circonscription.

Le pouvoir de révocation à tous les niveaux, les électeurs pouvant révoquer leur député par voie de pétition ; les comités de vigilance pouvant de même révoquer leur député; à l'Assemblée, les députés pouvant révoquer le Premier ministre.

Un chef de l'État ou président élu et révocable par tous les comités de vigilance.

Un exécutif dont le Premier ministre est élu par l'Assemblée et qui choisit ensuite son équipe ministérielle. Sur le plan régional et économique, la démocratie directe doit donner aux villes et aux villages toute l'autonomie possible (...) »¹².

C'est dire que l'administration centrale devrait être aussi décentralisée que possible et le pouvoir des administrations régionales plus étendu.

Dans l'entreprise, le MMM prévoit un accroissement de l'efficience par l'intéressement et la participation des travailleurs. Il entend permettre, à ceux qui en ont la capacité, de se former pour exercer des responsabilités techniques ou spécialisées. Cependant, il considère que pour exercer « le pouvoir au niveau de l'entreprise comme au niveau des administrations, pour choisir ou révoquer, pour participer ou faire des suggestions, il n'est pas de formation qui soit nécessaire »¹³.

Cette sous-estimation de la puissance que confère à la technocratie ses connaissances scientifiques et techniques est pondérée par ailleurs par la référence à « la confiscation du pouvoir dans l'entreprise par une minorité de technocrates en Yougoslavie ».

Toujours dans l'entreprise, le MMM met l'accent sur le rôle essentiel des syndicats dans la lutte pour l'autogestion. Car « les syndicats sont en fait une école de l'autogestion, dans la mesure où ils fonctionnent vraiment démocratiquement et permettent à leurs cadres d'acquérir les connaissances indispensables »¹⁴.

Enfin, le MMM se prononce pour un parti fort pour mettre en œuvre son programme : s'il considère d'une part « qu'un parti politique fortement centralisé ralentit l'élan vers l'autogestion », il affirme en même temps que sans « une organisation digne de ce nom, il est

¹¹ *Le Mauricien* du mardi 16 septembre 1975.

¹² P. Bérenger dans *Le Militant* du 11 octobre 1971.

¹³ P. Bérenger dans *Le Mauricien* du 16 septembre 1975

¹⁴ Idem.

utopique de croire pouvoir mener victorieusement une lutte contre une classe possédante, cachée derrière des forces de répression : le pouvoir de l'argent »¹⁵.

Le MMM et les alliances de classes

La caractéristique principale du MMM est son refus théorique et pratique du communalisme, ce racisme multiforme, et son remplacement par la lutte des classes. L'analyse du MMM distingue deux grandes classes, celle des possédants et celle des non-possédants.

La première « possède l'industrie sucrière, et, derrière elle, les banques, les compagnies d'assurance, les docks, etc. », et contrôle le commerce extérieur. Selon un rapport publié par le ministère des Finances en juin 1974, « le contrôle effectif du secteur privé de l'économie mauricienne est entre les mains d'un très petit groupe d'actionnaires et de directeurs, et cette concentration du pouvoir économique est accentuée par les "ententes" qui se sont effectuées récemment dans tous les secteurs : agriculture, finances, services et commerce »¹⁶.

La seconde grande classe, celle des non-possédants, « peut être sous-divisée en classe laborieuse (dont le salaire ne paie rien d'autre que la valeur de la force de travail qu'elle vend sur le marché) et en petite et moyenne bourgeoisie (dont le salaire comprend une part de plus-value extorquée aux travailleurs par les possédants et qui leur parvient sous forme de salaires, de bénéfice commercial, d'honoraires, etc.). C'est dans cette petite et moyenne bourgeoisie que se trouvent les cadres, les petits et moyens commerçants, les intellectuels, les enseignants, etc. »¹⁷.

A partir de cette analyse, le MMM a choisi « une stratégie de classe qui repose avant tout sur la classe laborieuse, organisée dans les branches du MMM et dans ses syndicats, mais qui s'efforce de gagner à la lutte pour une Ile Maurice nouvelle et véritablement socialiste autant des membres de la petite et moyenne bourgeoisie que possible face à la seule classe possédante »¹⁸.

Le MMM apparaît ainsi comme l'organisation politique d'un front de classes qui refusent la voie de développement capitaliste. On ne saurait dire qu'il s'agit là d'un parti ouvrier, au sens marxiste-léniniste du terme puisque, s'il « repose avant tout sur la classe laborieuse », il ne place pas, ni dans ses textes, ni dans la pratique, la classe ouvrière à l'avant-garde du front de classes qu'il dirige.

En fait, unique mouvement révolutionnaire mauricien, le MMM a su se constituer en organisation politique d'un front de classes, adaptée à l'étape historique que traverse l'île Maurice, celle préparant la prise du pouvoir pour construire les bases du socialisme. En effet, la transition vers le socialisme qu'aurait à diriger le MMM au pouvoir ne pourrait être conduite par la seule classe ouvrière. Et c'est la grande réussite du MMM que d'avoir pu asseoir une stratégie frontiste sur un programme révolutionnaire en accord avec l'étape historique qui est celle de l'île Maurice aujourd'hui.

¹⁵ Idem.

¹⁶ *Programme gouvernemental du MMM - Pour une Ile Maurice libre et socialiste*, Port-Louis, 1975, p. 31.

¹⁷ Idem, p. 22.

¹⁸ Idem, p. 22.

À cette étape historique va nécessairement correspondre dans l'organisation politique du front, des luttes politiques pour prendre la direction politique de celle-ci. Principalement, deux classes sont intéressées à prendre la direction du Parti, avec leur idéologie propre et leur programme politique propre : la petite bourgeoisie (fonctionnaires, enseignants, cadres des domaines sucriers, etc.) et la classe ouvrière (urbaine et rurale : sucreries, ouvriers agricoles...).

La petite bourgeoisie va d'ailleurs emprunter à Garaudy la notion de « bloc historique » dans le sens tronqué qu'il lui accorde par rapport à Gramsci pour insister sur la place qu'elle occupe dans l'économie. En même temps, pour répondre par anticipation aux critiques de l'aile gauche, le même rédacteur du programme de 1975 écrit : « Nous sommes aussi conscients du danger permanent que ces nouvelles couches sociales ne volent à la classe laborieuse la direction du nouveau « bloc historique ». C'est bien pourquoi il n'a jamais été question pour nous d'idolâtrer les cadres ou de ne pas prendre les précautions qui s'imposent »¹⁹

Dans les faits, l'appareil du Parti reste largement dominé par la petite bourgeoisie, autant au niveau du Bureau politique (deux avocats, deux enseignants et deux syndicalistes) qu'au niveau du Comité central. Ainsi cette classe n'apparaît pas prête, ni aujourd'hui dans le Parti, ni demain dans l'appareil d'État, à partager le pouvoir, ou mieux encore à s'effacer devant les masses laborieuses comme l'exprimait A. Cabral : « Pour ne pas trahir ces objectifs (révolutionnaires), la petite bourgeoisie n'a qu'un seul chemin: renforcer sa conscience révolutionnaire, répudier les tentatives d'embourgeoisement et les sollicitations naturelles de sa mentalité de classe, s'identifier aux classes laborieuses, ne pas s'opposer au développement normal du processus de la révolution. Cela signifie que, pour remplir parfaitement le rôle qui lui revient dans la lutte de libération nationale, la petite bourgeoisie révolutionnaire doit être capable de se suicider comme classe, pour ressusciter comme travailleur révolutionnaire, entièrement identifiée avec les aspirations les plus profondes du peuple auquel elle appartient »²⁰.

A l'opposé, les représentants des masses laborieuses dans le MMM n'hésitent pas à dénoncer les tendances droitières de celui-ci, à travers ses dispositions aux concessions politiques. Cette aile gauche cherche à porter à l'avant-garde du Parti les représentants de la classe ouvrière, classe la plus directement intéressée à la disparition du capitalisme, tout en conservant au MMM ses caractéristiques d'organisation politique du front des classes non possédantes.

En 1975 des mesures étaient prises par le Bureau politique « pour augmenter le rôle des travailleurs au sein des différentes instances directives du MMM »²¹. Dans une brochure, le MMM s'affirmait « le Parti de la classe ouvrière industrielle et agricole »²². On pouvait croire alors à une victoire de l'aile gauche, mais le mouvement de pendule continue, et aujourd'hui les forces modérées gagnent du terrain.

Stratégie du MMM

¹⁹ Idem, p. 23.

²⁰ Amilcar Cabral : *L'arme de la théorie*, Paris, Maspero, 1975, p. 302.

²¹ *L'Express* du 24 août 1975.

²² *MMM : 1973-75, bilan et perspectives d'avenir*, ronéoté.

La stratégie de prise du pouvoir par le MMM a été abordée dans *Le Militant* en ces termes :
« Le MMM est un parti politique qui condamne l'électorisme des autres partis politiques de l'île. L'électorisme, qui a permis au communalisme de s'étendre, l'aidant même, et qui a permis la coalition-répression de s'imposer au peuple. De plus l'électorisme condamnerait à l'échec le programme pour lequel lutte le MMM.

« Le non-électorisme veut dire la chose suivante : refuser d'identifier la politique aux élections, refuser de voir dans les élections et les élections seulement, le commencement et la fin de la lutte politique. Ne pas compter sur les élections seulement et surtout pour prendre le pouvoir et effectuer les changements préconisés.

« L'électorisme, lui, ne connaît de politique qu'électorale. Le MMM, lui, a toujours maintenu que, ce qui compte avant tout c'est la politisation en profondeur, la mobilisation et l'organisation de tout le peuple mauricien à travers :

- les branches du MMM dans chaque ville et chaque village;
- les syndicats ;
- les meetings et la presse ;
- les consciences individuelles.

« Pour le MMM, donc, il s'agit avant tout de politiser le peuple et la petite et moyenne bourgeoisies sur la base de son programme, de mobiliser et d'organiser ce peuple mauricien non seulement dans le but de prendre le pouvoir, ce qu'il faut faire. Mais aussi de mettre en pratique avec succès les réformes préconisées »²³.

La tentative du MMM d'imposer les élections de 1972 repoussées arbitrairement en 1976 n'a pas abouti. Cependant elle a permis de montrer à la population mauricienne le radicalisme des militants qui se sont fait jeter en prison pour mener à bien les tâches fixées. On peut souligner aussi que sans la pression exercée par le MMM, les élections législatives n'auraient pas eu lieu le 20 décembre 1976, mais beaucoup plus tard.

Dans la campagne électorale, le Parti de l'Indépendance au pouvoir (Parti Travailleiste, Comité d'Action Musulman) a pu disposer plus facilement des *mass media* gouvernementales et le Parti Mauricien Social-Démocrate de G. Duval a reçu le soutien financier de l'oligarchie sucrière. Le MMM, qui n'était pas alors représenté à l'Assemblée, obtenait 34 sièges sur 70²⁴, le Parti de l'Indépendance 28, et le PMSD seulement 8 sièges. C'était la preuve de la grande audience du MMM. Pour se maintenir au pouvoir, le Parti Travailleiste dut reconstituer la coalition avec le PMSD qu'il avait promis de ne pas rétablir. Avec seulement un siège d'avance, la coalition, tiraillée par de vieilles querelles, ne parvient pas à gouverner. De plus, comme l'écrit la revue *Afrique-Asie*, « par le truchement du PMSD, compte tenu de la fragilité de la coalition qui a dérobé le pouvoir à Maurice, ce sera, pour quelque temps, l'Afrique du Sud qui détiendra en fait la présidence occulte de l'Organisation de l'Unité Africaine »²⁵.

Utilisant l'instabilité présente de la coalition, le MMM cherche à provoquer de nouvelles élections qui, selon lui, lui seraient plus profitables tant les électeurs travailleistes désavouent

²³ P. Bérenger dans *Le Militant* du 11 octobre 1971.

²⁴ Le MMM a demandé - sans réponse à ce jour - à la Cour Suprême l'Invalidation de l'élection d'un député travailleiste pour irrégularités (votes de personnes disparues, substitution de bulletins).

²⁵ *Afrique-Asie* du lundi 7 mars 1977, p. 32.

la coalition reconstituée par Ramgoolam. Les élections municipales²⁶ ont confirmé cette analyse du MMM qui a emporté trois municipalités (Port-Louis, Rose-Hill et Vacoas) contre la coalition gouvernementale qui se maintient à Curepipe et Quatre-Bornes.

Si le MMM ne remporte que 50 % de la totalité des sièges à pourvoir (126) lors de ces élections municipales, c'est essentiellement en raison des résultats de Curepipe, lieu de résidence de la grande bourgeoisie, qui a voté pour la coalition, laquelle obtient 23 sièges sur 24. Par contre à Vacoas, ville essentiellement peuplée de salariés des domaines sucriers voisins qui avaient élu trois députés travaillistes en 1976, le MMM obtient les deux tiers des sièges.

Si de nouvelles élections doivent profiter au MMM, celui-ci doit les imposer à la coalition gouvernementale. Or celle-ci n'est pas prête à céder, d'autant plus qu'elle a le soutien des grandes puissances occidentales : Grande-Bretagne, France, Etats-Unis, Afrique du Sud. C'est la dimension que le MMM a toujours tendance à négliger. Il semble faire abstraction de la situation néo-coloniale de l'île Maurice. Or, comme l'a montré le conflit de 1971, ni les Britanniques, ni les Etats-Unis présents dans l'ancien territoire mauricien de Diego Garcia n'acceptent qu'un parti anti-impérialiste accède au pouvoir dans une île au cœur de l'océan Indien. En témoigne aussi la tentative d'assassinat de P. Bérenger et P. Vergès, révélée au grand jour, le 27 avril 1975, par le secrétaire général du Parti Communiste Réunionnais.

Les origines de l'audience du MMM

Nombre de politologues ou d'historiens ont pu s'interroger sur les causes de l'ascension rapide du MMM et du maintien de son assise populaire. Il est encore trop tôt pour apporter une réponse définitive à cette question, mais on peut déjà rassembler des éléments de réponse.

Nous avons déjà montré qu'au lieu de se constituer en parti ouvrier, c'est-à-dire en parti de la classe ouvrière distinct des autres partis, selon les principes marxistes-léninistes, le MMM naît comme un front, une alliance de toutes les couches sociales contre l'oligarchie sucrière et la « caste politique »²⁷ au pouvoir qui lui est liée. C'est ici le sens profond du Manifeste de 1970, repris par P. Bérenger en 1971 :

« Face à la coalition-répression des riches, le MMM est à l'avant-garde d'une coalition du peuple et de la petite et moyenne bourgeoisie, et c'est cette unité du peuple et de la petite et moyenne bourgeoisie qui fait la force du MMM face à la coalition-répression qui sombre de plus en plus dans les contradictions et le ridicule »²⁸.

Aujourd'hui encore, la question de la direction du Parti par l'une des classes sociales qui le constituent n'est pas réglée. Mais il est clair qu'au lieu d'être en présence d'un parti ouvrier cherchant à gagner à sa politique des couches moyennes prenant conscience de leur prolétarianisation, le MMM apparaît comme un front constitué d'éléments de toutes les couches sociales et excluant la grande bourgeoisie. Ce qui lui confère une image et un rôle différents

²⁶ Elles ne concernent que les cinq grandes villes, à la différence des élections villageoises qui touchent les régions rurales.

²⁷ Expression Issue du manifeste *Pour une Ile Maurice possible*, Port-Louis, 1970.

²⁸ *Le Militant* du 11 octobre 1971.

dans la vie politique mauricienne, avec une plus grande ouverture en direction des couches moyennes. Ce qu'exprime clairement le programme de 1975 en ces termes :

« Il ne faut pas oublier que la position de classe que les cadres adopteront sera en grande, sinon en majeure partie, déterminée par l'attitude que nous adopterons vis-à-vis d'eux. Il ne faut pas les pousser dans les bras des capitalistes ou de la droite politique. Il faut au contraire leur faire prendre conscience de leurs perspectives communes avec la classe ouvrière et du fait que leurs intérêts sont fondamentalement opposés à ceux du très petit groupe d'actionnaires et de directeurs qui détient entre ses mains le contrôle effectif du secteur privé et de l'économie mauricienne ».

A l'opposé, il faut expliquer l'audience du MMM dans les basses couches sociales. Nous ne considérerons pas ici les travailleurs que le MMM a pu gagner à sa politique à partir de l'activité des syndicats de la GWF, mais la couche des sans-travail, des « déclassés ».

Une masse d'hommes et de femmes, hier attachés à la terre, ne trouvent plus à s'y employer : les grandes surfaces des domaines sucriers, avec des techniques culturelles relativement modernes occupent un minimum de salariés permanents. Les terres des petits planteurs indiens sont de plus en plus parcellisées et ne peuvent plus nourrir les bouches nées d'une forte démographie (accroissement naturel annuel : 2,1 %).

C'est l'exode vers les villes, ou le maintien à la campagne avec l'exercice de petits métiers en ville (vue l'exiguïté de l'île, l'opposition ville/campagne ne prend pas les mêmes formes qu'ailleurs). C'est de toute manière le chômage véritable, nu ou déguisé. Ce peut être aussi l'emploi à la « Development Works Corporation »²⁹ (26) avec un maigre salaire et surtout aucune perspective d'avenir.

Dans les villes, les nouveaux arrivants, les fils de travailleurs urbains, toujours plus nombreux pour un nombre d'emplois progressant très lentement, restent sans travail. Les collégiens sortis avec ou sans diplômes ne trouvent pas d'emplois non plus. Une inflation importée (de 20 à 30 % par an) lamaine encore le mince pouvoir d'achat de ces populations.

Tous ces sans-travail (à différencier des chômeurs européens qui ont déjà travaillé, qui possèdent un métier, ces sans-travail ne savent rien faire en particulier et peuvent donc tout faire) n'appartiennent à aucune classe, et n'ont conscience d'appartenir à aucune classe. Ils sont de véritables « déclassés ». Ces sous-employés, [anciens] collégiens chômeurs, saisonniers, marchands ambulants, travailleurs de la DWC, ou planteurs hypothéqués ne sont réceptifs à aucune idéologie des représentants des classes traditionnelles et ne l'auraient pas été aux slogans d'un parti ouvrier essentiellement urbain.

Par contre, l'ensemble de ces « déclassés » a été immédiatement sensible aux mots d'ordre du MMM qui promettaient changements, emplois, vie meilleure par des voies originales en rupture avec les partis traditionnels mauriciens, enlisés dans le communalisme. L'antiparlementarisme et l'anti-électorisme du Manifeste de 1970 expliquent par exemple la

²⁹ Chantiers gouvernementaux visant la résorption du chômage.

puissance des meetings du MMM à travers toute l'île³⁰. Ce que les « déclassés » attendent d'un parti politique, ce sont avant tout des propositions d'actions précises, à court terme. Dans les meetings, le MMM acculait verbalement le pouvoir. Il ridiculisait les hommes politiques en place, autant à partir de leurs pratiques qu'à partir de leurs personnages et leurs querelles personnelles. Bien des prises de parole prenaient une forme théâtrale avec un langage très imagé qui renouait avec la culture populaire. Le créole unissait d'ailleurs très rapidement l'orateur à son auditoire, grâce à la spontanéité de ses formules métaphoriques et à la multiplicité de ses idiomes colorés.

Dans ces meetings, le MMM annonçait, avec son accès au pouvoir, la fin de la corruption gouvernementale et l'amélioration de la situation de l'emploi. De plus les orateurs faisaient le point sur la situation politique présente répondant ainsi à la radio et à la télévision³¹ gouvernementales, *Le Militant* étant inaccessible aux analphabètes.

L'importance prise par les meetings aux yeux du MMM le poussa à braver les interdictions. Les dirigeants devenaient des sortes de héros quand ils échappaient à la police en s'enfuyant à travers champ. Leur charisme augmentait d'autant. On peut dire qu'au-delà du contenu politique de ces meetings, la forme qu'ils prenaient accrût la popularité du MMM. Mais si le MMM élargissait son audience, la population n'en recevait pas pour autant une formation politique. Les « déclassés », de par leur situation même, ne possèdent pas une conscience de classe. De plus, leur existence caractérisée par l'instabilité autant géographique que sociale leur empêche d'acquérir cette conscience de classe ou même une quelconque éducation politique. Ce qui explique largement l'absence de réaction du peuple mauricien à la suite de la proclamation de l'état d'urgence et de la vague d'arrestations en 1971 : avec le démantèlement des branches et des syndicats, la population, sans formation politique ni tradition de lutte a pris peur et n'a pas su ou osé manifester.

Les faiblesses politiques du MMM apparaissent donc étroitement liées au recrutement social qu'il effectue. Mais c'est aussi la force du MMM que d'avoir su créer une organisation qui corresponde à l'étape historique que traverse l'île Maurice, pour réaliser un recrutement de masse et obtenir le soutien de la population sur un programme révolutionnaire.

Jean-Pierre DURAND

Enseignant à l'Université de Constantine, Jean-Pierre DURAND est, avec Joyce DURAND, l'auteur d'un ouvrage intitulé *L'île Maurice, quelle indépendance ?*, récemment publié aux éditions Anthropos, Paris, 1975.

Revue française d'études politiques africaines, 1977.

³⁰ On peut remarquer que l'interdiction qui a le plus longtemps frappé le MMM est celle des meetings qui s'est prolongée jusqu'aux élections législatives de 1976.

³¹ Il existe une télévision publique devant chaque centre social de l'Industrie sucrière dans chaque village.